

9

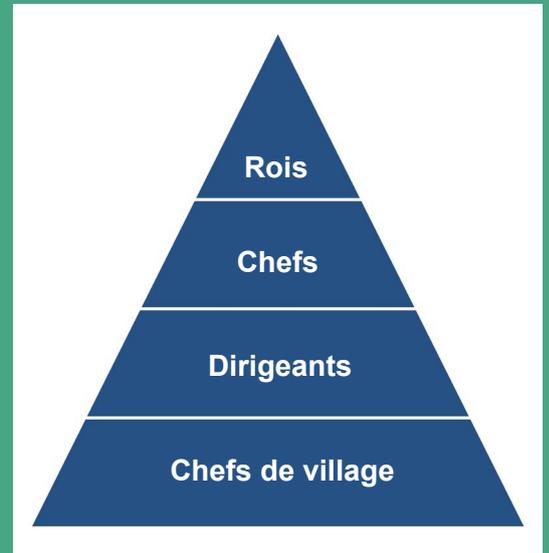
Le rôle des autorités traditionnelles dans la gouvernance locale

Introduction

Presque tous les pays d'Afrique ont des autorités traditionnelles sous une forme ou une autre. Les structures les plus courantes de l'institution traditionnelle sont, dans l'ordre du pouvoir et de l'autorité, les rois, les chefs, les dirigeants et les chefs de village. En raison de leur organisation, les autorités traditionnelles constituent la forme la plus immédiate de gouvernance dans de nombreuses zones rurales du continent. Elles assument des rôles tels que :

- l'attribution/la gestion des terres ;
- la résolution des conflits ;
- la protection de l'environnement ;
- la promotion et la préservation de la culture et du patrimoine.

Avec de tels rôles, les chefs traditionnels ont tendance à avoir plus d'interaction avec les habitants des zones rurales qu'avec les institutions de l'État moderne. Ainsi, la définition de la décentralisation dans le contexte africain inclut généralement la reconnaissance du rôle joué par les autorités traditionnelles au niveau de la gouvernance locale.



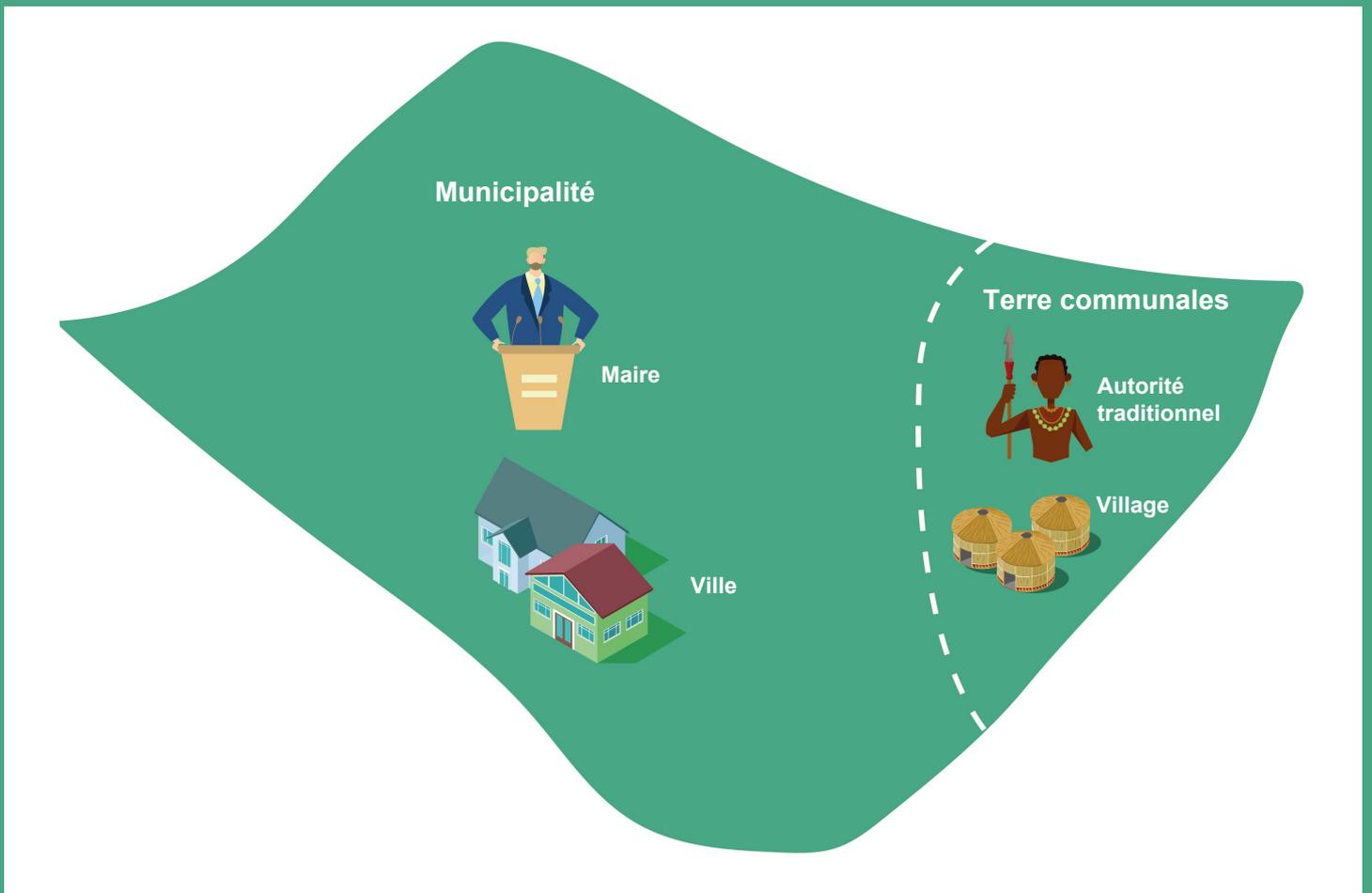
Les autorités traditionnelles pendant la période coloniale

En Afrique, les autorités traditionnelles ont connu des mutations pendant et après la transition coloniale. Avant la colonisation, les autorités traditionnelles étaient la seule structure de gouvernance. Avec l'arrivée des régimes coloniaux, leur rôle a changé et varié d'une région à l'autre. Tout en mettant en place des institutions étatiques modernes, les empires coloniaux ont gouverné les territoires conquis de différentes manières. Par exemple, les Britanniques ont adopté le système d'administration indirecte dans des pays comme le Nigeria. Il s'agissait de faire appel aux autorités traditionnelles pour gouverner les communautés locales. Les Français, quant à eux, ont adopté le système d'administration directe dans des pays comme le Sénégal.

Les régimes coloniaux ont considérablement impacté la figure de l'autorité traditionnelle. Craignant de perdre leur pouvoir et/ou d'être corrompus par les régimes coloniaux, de nombreuses autorités traditionnelles ont mis en œuvre les politiques coloniales. En conséquence, certaines autorités traditionnelles ont perdu le soutien de leurs communautés lorsque leurs pays ont accédé à l'indépendance. Elles étaient particulièrement mal vues par les mouvements de libération, qui les accusaient de collaborer avec les régimes coloniaux pour opprimer les Noirs. Cela explique pourquoi des mouvements de libération tels que l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front Patriotique (ZANU-PF) et le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), qui ont tous deux accédé au pouvoir politique après l'indépendance, ont initialement choisi de marginaliser les autorités traditionnelles de ces pays.

Les chefs traditionnels aujourd'hui :

Les autorités traditionnelles sont restées puissantes et pertinentes, en particulier en l'absence de l'État formel dans certaines zones. Elles servent donc de centres de pouvoir alternatifs dans de nombreuses zones rurales. Cette situation inconfortable a contraint de nombreux gouvernements à les faire participer à la gouvernance.



La compatibilité de la reconnaissance des autorités traditionnelles avec les normes de l'État moderne reste une préoccupation sur tout le continent. Leur vulnérabilité à la corruption et leur propension à l'autocratie, ainsi que la marginalisation continue des femmes, sont quelques-unes des préoccupations. Toutefois, dans de nombreuses régions du continent, les autorités traditionnelles suscitent encore le respect et continuent à bénéficier d'un soutien. Elles conservent une légitimité considérable parce qu'elles remplissent des fonctions de gouvernance essentielles en l'absence de l'État moderne dans certaines zones. Elles peuvent donc jouer un rôle dans le développement et la promotion de la paix, en particulier dans les zones rurales. Ces considérations exigent qu'elles soient reconnues et intégrées dans les structures gouvernementales. La question de savoir comment y parvenir reste toutefois délicate.

La reconnaissance et le rôle des autorités traditionnelles



Les pays ont adapté différemment le rôle des autorités traditionnelles. En Zambie, les autorités traditionnelles sont reconnues dans la Constitution, qui accorde également aux chefs traditionnels le droit de vote dans les conseils locaux. Au Zimbabwe, le rôle des autorités traditionnelles est reconnu dans la Constitution et un certain nombre de chefs traditionnels sont membres d'office des conseils locaux, sans droit de vote. Une approche similaire a été adoptée en Afrique du Sud.



Que leur rôle ait été officiellement reconnu ou non, les chefs traditionnels continuent souvent à servir de lien important entre l'État, en particulier les autorités locales, et les citoyens. Ils fournissent des services tels que le règlement des litiges, la gestion des terres et la coordination des interventions en cas de catastrophe naturelle, ce que l'État moderne ne peut souvent pas faire en raison de ses capacités limitées. Bref, en l'absence d'État, elles deviennent de facto l'État.

Autorités traditionnelles et démocratie collective locale :



Dans de nombreux pays, les autorités locales formelles et les autorités traditionnelles se disputent âprement le pouvoir et les ressources. L'attribution et la gestion des terres est peut-être le principal point de discorde. Cette situation s'explique souvent par l'absence de délimitation claire des responsabilités entre les deux structures. L'absence de mécanismes de coopération entre les deux structures peut être une source de conflit. Parfois, ni les gouvernements locaux formels ni les chefs traditionnels ne sont à l'aise avec l'idée d'avoir un "concurrent" dans leurs juridictions respectives. Les chefs traditionnels se battent également entre eux pour étendre leur territoire et accroître leur influence.

Les chefs traditionnels sont les porteurs de la culture et de la tradition, et ce rôle est plus efficace s'ils sont politiquement neutres. Cependant, de nombreux chefs traditionnels défendent ouvertement la cause de certains partis politiques, en particulier les partis au pouvoir. Comme durant la période coloniale, les régimes au pouvoir n'hésitent pas à corrompre et à utiliser les chefs traditionnels à des fins politiques.

Il ne fait aucun doute que les autorités traditionnelles posent plusieurs problèmes. Cependant, les formes traditionnelles de gouvernance ne peuvent tout simplement pas être ignorées étant donné leur pertinence réelle et continue en Afrique. Les autorités traditionnelles existent depuis des millénaires et continueront probablement d'exister à l'avenir. Il est donc important que les lois et les politiques de décentralisation prévoient des moyens d'impliquer les chefs traditionnels - en particulier au niveau local - dans l'intérêt des communautés.